

Quelques éléments de réflexion avant le référendum

L'appel des 200 est à l'origine de la création des Comités du non. Si appeler à voter non aurait éventuellement pu se justifier avec de solides raisons (les consignes électorales ne devraient pas relever des questions de principe pour les révolutionnaires), l'argumentaire présenté dans cet appel n'a servi en rien à définir des objectifs politiques clairs, en rupture avec le capitalisme. Au contraire, il a permis de créer un front dans les urnes entre le populisme d'extrême droite de la petite-bourgeoisie, la rage des prolétaires, les explications de la LCR et les calculs politiques d'Emmanuel, Fabius and Co, le chauvinisme de la droite et de la gauche souverainistes, etc. Résultat somme toute prévisible et voulu par les auteurs de cet appel délibérément flou soutenu par le PCF. Nos commentaires sont en italiques gras et entre crochets. (*Ni patrie ni frontières*)

Appel des 200et commentaires critiques

Dire "non" au traité constitutionnel pour construire l'Europe

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

[Dès la première phrase les signataires nous servent ce qui sera un leitmotiv de la campagne : la dénonciation du « libéralisme ». Or nous serions tentés de dire : le libéralisme n'existe pas, ou en tout cas, il n'est que le cache-sexe du capitalisme. La question n'est pas de savoir si on est seulement contre le « libéralisme », ce qui est assez évident lorsqu'on se prétend « de gauche », mais si on est contre le capitalisme. NPNF]

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence.

[Il est faux de dire que le TCE et le projet européen qu'il avalise seraient les seuls à être organisés autour du « marché et de la généralisation de la concurrence » : c'est le cas de toutes les économies de la planète. Et c'est le cas de tous les traités européens antérieurs. La dénonciation du TCE sert donc de rideau de fumée pour ne pas aborder les vraies questions. NPNF]

C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne.

[Cette critique mélange le vrai et le faux : les bagarres autour de la durée du travail, de la flexibilité sont aussi anciennes que l'existence des entreprises avec des patrons et des ouvriers. C'est une des données fondamentales de la lutte des classes.

Quant aux services publics, il est faux de dire que toute notion de rentabilité en soit exclue, ou d'attribuer la rentabilisation accrue de ces services à « l'Europe ». Les coupes sombres dans les services publics font suite à une énorme expansion de l'Etat-providence, comme en témoigne l'augmentation du budget de l'Etat en France et dans tous les pays européens. C'est la crise internationale du capitalisme depuis 1975, et non l'Europe, ou les technocrates de Bruxelles, qui a progressivement poussé les Etats à restreindre leurs budgets publics. NPNF]

Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

[Par contre, il est exact d'affirmer que les négociations sont menées, pour l'essentiel, en coulisses. Mais attention : la Banque de France n'est pas plus démocratique que la Banque centrale européenne. Critiquer le fonctionnement de la seconde tout en faisant le silence sur le fonctionnement de la première, c'est encore une fois alimenter le mythe de la toute-puissance des eurocrates.

De toute façon ce type de critiques n'a de sens que si l'on propose, en positif, une organisation du pouvoir politique, une société, une organisation du travail, radicalement différentes. Or ce n'est pas ce que propose l'appel. Il peut donc parfaitement convenir à des gens qui voudraient un Parlement un peu plus démocratique et quelques référendums-sucettes. NPNF]

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage.

[Les « peuples » sont le fondement matériel et idéologique des Etats-nations. Il est difficile de se réclamer des peuples dans l'abstrait, toutes classes confondues, sans tomber dans le populisme ou le nationalisme. NPNF]

Le « traité constitutionnel » adopté par les chefs d'État et de gouvernement le 18 juin 2004 constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le traité de Rome aggravé dans un sens néolibéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN. Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un État membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

[Les critiques ici exprimées sont très vagues. Elles pourraient s'adresser à la plupart des constitutions européennes. Les mots de « libéral » et de « néo-libéral » ne sont qu'un écran de fumée. On remarquera que l'appel se garde bien de réclamer l'ouverture totale des frontières et la liberté totale de circuler pour tous les migrants. Les références à « l'égalité des droits » et au « harcèlement administratif et policier » lui donnent un caractère pseudo-radical qui ne se traduit par aucune proposition concrète.

La notion de laïcité telle qu'elle est évoquée ici n'a pas grand sens, puisqu'elle fait semblant de considérer que la laïcité est comprise et appliquée partout de la même façon en Europe, ce qui est faux. Pour ne prendre qu'un exemple, en Allemagne les cultes sont payés par les impôts des contribuables.

En ce qui concerne la soumission à l'OTAN, la critique n'a d'intérêt que si l'on se déclare en même temps contre une armée européenne. Sinon on ne fait que défendre les intérêts de l'impérialisme européen en construction.

Le mot « néolibéral » est de nouveau employé de la façon la plus vague. Toutes les constitutions reconnaissent le droit à la propriété privée, y compris un document qui n'est pas une constitution mais dont se gargarisent nos citoyennistes : la Déclaration des droits de l'homme.

Or qui dit « inscription dans le marbre » du droit à la propriété privée dit marché et concurrence. Ou alors il faut préciser quel type d'économie on voudrait instaurer : sans salaires, sans argent, sans hiérarchie, sans profits ? NPNF]

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu. S'il est ratifié, l'unanimité des 25 États membres sera ensuite requise pour le modifier. Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice antidémocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux.

Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : « Le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée. »

[Là encore, on répète comme un mantra des affirmations non démontrées : les phénomènes dénoncés ne sont pas liés à l'existence du TCE. La fameuse Constitution américaine dont de nombreux adversaires du non ont cité en exemple la brièveté et la lisibilité n'a pas empêché l'esclavage, ni l'extermination des Indiens, ni « la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales ». En polarisant l'attention des gens sur le TCE, les signataires veulent en fait nous convaincre de discuter d'une autre bonne Constitution, dans le cadre du capitalisme, les plus conséquents sur ce terrain-là étant les Montebourg, Peillon et autres dirigeants du courant pour un Nouveau Parti socialiste. NPNF]

Cette Europe-là n'est pas la nôtre.

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilient avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

[Ces phrases généreuses se trouvent aussi dans le texte du projet de Constitution. Ce qui manque cruellement ici, c'est de préciser quelles sont ces mystérieuses « nouvelles fondations » qui ne nécessiteraient pas de mettre à bas le capitalisme et permettraient de réaliser le beau programme évoqué. En effet, penser que le capitalisme pourrait n'être ni « financier » ni « belliciste », c'est ne rien comprendre à l'histoire du capitalisme, et c'est surtout répandre des illusions. NPNF]

Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du droit pour toutes et tous à l'emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en oeuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques,

défend la diversité culturelle, respecte la laïcité et veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes.

[Ces beaux principes sont aussi affirmés dans le TCE. Donc la divergence doit forcément résider ailleurs.... Ou alors, les divergences sont-elles secondaires ? NPNF]

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en oeuvre.

[Ces considérations ne sont que des phrases. Aucun moyen concret pour les « peuples » d'avoir le pouvoir n'est indiqué... à moins que le « processus constituant » soit une allusion à une Assemblée constituante, dont on ne voit pas en quoi elle aurait un pouvoir supérieur au Parlement européen, dans le cas du système actuel. NPNF]

Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue « constitution » européenne.

Nous entendons l'argument de celles et ceux qui combattent avec nous le néolibéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires. Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites « souverainistes », de l'extrême droite xénophobe. Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même.

[Les 6 millions d'électeurs de Le Pen et de Villiers ont mis leur bulletin non dans l'urne. Si les signataires avaient vraiment voulu « faire la différence » ils auraient dû éditer des bulletins non eux-mêmes et les mettre dans l'isoloir le 29 mai. NPNF]

C'est pourquoi nous appelons à opposer un « non » majoritaire au « traité constitutionnel ». Un « non » de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société.

Au NON de quoi ?

Anarchisme, abstention et constitution européenne
lundi 14 février 2005.

Le prochain référendum sur la constitution européenne est l'occasion de réexaminer un problème de stratégie politique qui est souvent envisagé par les anarchistes de manière uniquement dogmatique. On évoquera ici, outre la situation française, les positions récentes de Noam Chomsky et de Paul Mattick Jr aux États-Unis.

Un ami m'a signalé la position prise par N. Chomsky lors des dernières élections présidentielles aux USA – il a appelé à voter Kerry pour faire barrage à Bush – comme une preuve supplémentaire du réformisme du linguiste, considéré à tort comme anarchiste par beaucoup de militants français. Me sachant l'auteur d'un texte critique du prétendu anarchisme de Chomsky (cf. [L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'État](#)), cet ami pensait de bonne foi m'apporter un peu plus de grain à moudre.

Je saisis en effet cette occasion de mettre noir sur blanc quelques agacements et questionnements déjà anciens, et je dois dire qu'ils n'iront pas nécessairement dans le sens qu'attendait mon informateur.

Mon premier questionnement concerne les « campagnes en faveur de l'abstention » menées par des militants anarchistes, en fait le ressassement discret (un communiqué, un collage d'affiches) de positions immémoriales, à peine remises au goût du jour par le changement des noms de politiciens, et qui rencontre l'indifférence absolue des populations. Non que l'abstention ne soit un comportement répandu, mais les abstentionnistes agissent sans se soucier des consignes anarchistes, davantage dégoûtés que révoltés par le système et pas plus portés à l'action révolutionnaire sous prétexte qu'ils ne prennent pas le chemin des urnes.

Pourquoi participer, même dans le registre abstentionniste, au vacarme électoral, et contribuer à donner de l'importance à un système dont on dit par ailleurs qu'il n'en a pas, et dont une bonne partie des gens se moque de toute façon ?

Au fait, pourquoi les anarchistes s'abstiennent-ils ?

On ne peut raisonnablement avancer que c'est parce qu'ils refusent crânement d'avoir quoi que ce soit à faire avec un système capitaliste honni : la plupart paient des impôts, possèdent une carte d'identité et tous financent l'État par les taxes perçues sur tous les produits : tabac, médicaments, ordinateurs, etc.

Disons plutôt qu'ils entendent dénoncer une caricature de souveraineté populaire, à laquelle ils opposent la fédération des conseils et la démocratie directe.

De ce point de vue, je considère que l'abstention est un comportement tout à fait cohérent, même s'il est probablement d'une efficacité nulle en terme de pédagogie ou d'agit-prop.

Écartons ici l'illusion ou le mensonge selon lequel, en portant au pouvoir des politiciens bien intentionnés on peut réaliser une société libertaire, en faisant l'économie d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste en place. Cette illusion, relativement passée de mode, a néanmoins servi encore à la fin des années 70 du XX^e siècle à F. Mitterrand à reformer le PS comme machine de conquête du pouvoir, utilisant le thème de la rupture avec le capitalisme après victoire électorale de la gauche, et les petites mains trotskistes comme L. Jospin. Cette illusion peut très bien reflourir demain.

Dans son dernier supplément gratuit, *Oiseau-tempête* [1] publiait un texte de Paul Mattick Jr intéressant à plus d'un titre. Il dresse un argumentaire abstentionniste, qu'il oppose précisément aux positions de Chomsky.

Mattick raconte qu'il est souvent abordé dans la rue par des jeunes filles qui lui demandent « si je veux contribuer à la défaire de Bush (et non, comme on peut le comprendre, si je m'apprête à voter Kerry). » Il ajoute fièrement qu'il répond toujours : « Je suis partisan du renversement violent du gouvernement américain et donc guère porté sur les élections » et que cette déclaration suscite l'effarement des ses interlocutrices.

On voit que pour Mattick, ce qui compte n'est pas l'objectif annoncé (défaire Bush), mais le moyen (voter Kerry). Lui-même annonce un objectif jugé plus radical : le renversement violent du gouvernement. Admettons sans pinailler et pour gagner du temps que cette formule très ambiguë signifie « contribuer à une révolution », laquelle ne vise pas du tout le gouvernement, mais le capital comme

rapport social. On ne peut que regretter les petits moyens critiques des jeunes démarcheuses anti-Bush. Comment se fait-il qu'aucune n'ait songé à répliquer qu'il pourrait à la fois voter Kerry et préparer l'insurrection qu'il appelle de ses vœux ? On ne le sait pas. Qu'importe, à ce point du raisonnement, l'anarchiste sursaute... Il/elle a perçu une « contradiction » entre le fait de se proclamer insurrectionnaliste et le fait de glisser un bulletin dans une urne. Pour être parfaitement honnête, il faudrait reconnaître que l'insurrectionnalisme de Mattick, qui tient tout entier dans une déclaration faite à une jeune fille croisée par hasard, est égal en innocuité avec l'électorisme.

Si voter « ne change rien », alors se proclamer en faveur de l'insurrection non plus. Cela ne signifie pas que, tant qu'à faire ou plutôt tant qu'à ne rien faire, mieux vaudrait voter. Cela signifie que le partisan de l'insurrection (j'en suis) ne peut se prévaloir en face du votant d'une efficacité radicale plus grande d'une solution qu'il est incapable de faire advenir dans la réalité et non dans ses seules déclarations.

Revenons sur la notion de « contradiction ». Les contradictions sont malheureusement aux militants radicaux ce que les péchés sont aux catholiques : c'est honteux, cela peut entraîner un châtement terrible (même si l'on ignore où et quand), ça se combat par un sursaut de la volonté et quelques formules sacramentelles. Mais, me demanderas-tu, ami(e) anarchiste, quel autre comportement adopter face à une « contradiction » ? Un comportement matérialiste. Une contradiction n'est pas un piège tendu par une divinité maligne sur le chemin du militant ; une contradiction ou la perception subjective qu'on peut en avoir est une bonne occasion de se demander quel est le but que l'on poursuit, et donc quels sont les moyens les plus adaptés pour l'atteindre.

Dans le cas d'espèce, l'effacement obtenu eut-il été moins grand si Mattick avait répondu : « Je vais voter Kerry pour licencier Bush, mais la révolution restera à faire. » Probablement non.

D'ailleurs, Mattick doit trouver l'évidence radicale un peu courte puisqu'il entreprend de comparer les effets possibles de l'élection de Bush ou Kerry, sans voir, amis radicaux, que c'est déjà là une contradiction pour un insurrectionnaliste. En effet, amis radicaux, qui peut dire à l'avance ce que sera le résultat d'un raisonnement ?

L'ami Mattick est un tenant d'un ékonomisme marxien rigoureux mais non bovin : les politiciens ne sont que des fœtus de paille ballottés par les tendances de fond du capitalisme, *mais* il est néanmoins légitime de se soucier du droit à l'avortement et de la préservation des forêts.

Or voici qui suffirait à mettre à bas sa pose radicale : du point de vue du droit à l'avortement, notamment dans les pays du tiers-monde, c'est-à-dire hors des USA mais via les programmes que les USA financent, il peut apparaître rationnel de voter Kerry.

Ici, deuxième étranglement de l'anarchiste : Voter ! ? ! Attention ami anarchiste ! Je n'ai pas écrit qu'il fallait voter Kerry, mais que, du point de vue particulier choisi, il était rationnel de le faire, quitte à vouer le président Kerry au même triste sort réservé à Bush dans nos pensées intimes, ce dont il ne souffre d'ailleurs aucunement.

Restons aux USA pour étudier un troisième cas de figure : le vote Nader. Embrassons-nous amis radicaux et anarchistes ! Nous voilà certainement d'accord. Nous avons affaire ici à la plus naïve soumission qui soit à l'illusion démocratique, que l'on résumera par la formule : « Je-vote-pour-celui-qui-est-le-plus-proche-de-mes-opinions ».

Voter Nader ou Besancenot, voilà la vraie connerie (d'un Onfray, par exemple) piégée dans les élections !

Au contraire, si l'on s'abstient (excusez-moi !) de toute bienséance idéologique, il peut être intéressant (très moyennement à vrai dire, mais c'est le sujet de ces réflexions) de réfléchir à ce qui serait une position rationnelle, d'un point de vue révolutionnaire, lors d'une élection présidentielle française, et non plus étasunienne.

Ainsi, ce que je reprocherai aux gens (camarades compris) qui ont voté pour Chirac contre Le Pen, ce n'est nullement d'avoir mis dans l'urne un bulletin portant le nom d'un politicien français de droite [2], gestionnaire fourbu d'un capitalisme qui appelle de ses vœux des libéraux plus vifs comme Strauss-Kahn, Jospin ou Sarkozy. Non, je leur reproche de s'être laissé prendre au piège démocrate et médiatique d'un « danger fasciste » qui existe bel et bien au niveaux des municipalités et de certaines régions, mais était un pur fantasme dans le duel Chirac-Le Pen.

En revanche, dans un duel Jospin-Chirac par exemple, il me semble que le vote Chirac a un sens. Non celui d'une « politique du pire », moralement détestable *et surtout inefficace*. Mais, bien au contraire, le sens d'un « moins pire », assorti des superbes conneries de stratégie dont Chirac a le secret. On se

souviendra que c'est à lui et au premier ministre qu'il avait choisi que l'on doit l'occasion du mouvement de grèves de l'hiver 1995, le retour de la perspective révolutionnaire dans les esprits et la résurrection du mouvement anarcho-syndicaliste.

Bien entendu, je caricature pour les besoins de mon propos, notamment en omettant de parler du mouvement d'émeutes anti-CIP de 1994. Cependant, je suis convaincu que la présence, pour peu d'années encore, de politiciens « vieux style » du type Chirac joue le rôle d'un « retardateur » de la modernisation capitaliste, qu'un pouvoir socialiste expédierait plus rapidement, avec moins de résistances sociales.

Je rappelle que je propose ici une analyse matérialiste des situations et des comportements, et me moque éperdument des tabous idéologiques et des terreurs religieuses que certain(e)s éprouvent pour le salut de leur âme s'ils/elles enfreignent telle ou telle habitude « identitaire ».

NON, évidemment, à la constitution européenne !

L'inconvénient de la position d'abstention systématique [3] des anarchistes est d'éviter ou de masquer les débats. À l'époque du référendum sur Maastricht, une partie des militants anarchistes étaient embarrassés, croyant reconnaître dans la nouvelle Europe une amorce du monde sans frontières auquel ils aspirent. Le rappel au dogme abstentionniste permet de ne pas débattre de cette illusion d'optique.

Je suppose que la situation des esprits est aujourd'hui plus claire à propos de la constitution européenne. Encore n'est-ce qu'une supposition. Je vois mal comment des libertaires pourraient trouver quelque avantage à l'Europe libérale, qui modernise le capital et la répression policière à très grande vitesse. Ceux/celles qui le souhaitent peuvent (re)lire sur ce site les articles consacrés au mandat d'arrêt européen et aux dispositions prises prétendument pour lutter contre le terrorisme après le 11 septembre (lesquelles ont été adoptées dans une indifférence bien inquiétante). C'est cela, auquel vient s'ajouter le démantèlement du droit du travail par le jeu de flipper des délocalisations, que vient entériner la constitution proposée par Giscard d'Estaing.

Un NON fermement et massivement prononcé dans le pays du promoteur du texte aurait une valeur symbolique non négligeable. Il ne s'agit pas de se leurrer : le NON, surtout s'il n'est pas repris dans d'autres pays, ne suffira pas à faire capoter l'actuel projet européen de rationalisation capitaliste. Mais c'est un grain de sable dans l'engrenage, et mettre du sable dans les engrenages est une vieille pratique de sabotage. Les luttes sociales seules permettront de freiner les ardeurs libérales, et soyons surs qu'elles auront à combattre aussi bien les sociaux-démocrates approuvateurs à la Hollande ou Jospin que les réticents comme Fabius.

Bref, au lieu de perdre de l'énergie à défendre l'abstention, les anarchistes feraient mieux de mener campagne contre l'Europe. Je faisais allusion au peu de réactions contre le mandat d'arrêt européen et les mesures policières ; la campagne pour le référendum est une occasion de revenir sur ces questions. Quant à voter ou non, de toute manière, et comme d'habitude, les sympathisant(e)s et même les militant(e)s libertaires feront ce qu'ils voudront le jour venu. Ceux/celles qui mettront un bulletin NON dans l'urne ne me paraissent pas encourir le reproche de capituler devant le système ou d'incarner la démocratie spectaculaire.

Je considère fondée l'analyse selon laquelle seule une révolution, c'est-à-dire une rupture avec le système capitaliste reposant sur l'exploitation du travail et la domination masculine, permet d'envisager la création d'une société communiste et libertaire. C'est à mes yeux le projet qui rend tous les autres possibles, et ouvre le maximum de perspectives immédiates, dans les luttes, les relations humaines et les réalisations pratiques. Je ne vois pas que le dogme d'une pureté abstentionniste y contribue en quoi que ce soit.

Claude Guillon

P.S. : N'ayant jamais pris la peine de m'inscrire sur les listes électorales, je suis, dans la pratique, un abstentionniste de toujours. « Alors là, j'comprends plus rien ! » s'exclame l'abstentionniste vieux-croyant. C'est pourtant simple : je me passe de voter, je ne m'abstiens pas de penser.

[1] [Le texte est consultable sur le site de la revue.](#)

[2] La réserve mentale matérialisée par des gants de ménage ou une pince à linge sur le nez était dérisoire et ridicule. Et en allant au boulot, les gars, vous respirez à pleins poumons, peut-être ?

[3] ou quasi systématique : R. Creagh rappelle dans son commentaire des positions de Chomsky qu'il est arrivé à la CNT espagnole de s'abstenir...de prôner l'abstention, manière un peu hypocrite, mais efficace, de favoriser la victoire républicaine en 1936